

Brochure n° 3301

Convention collective nationale
IDCC : 2098. – **PRESTATAIRES DE SERVICES**
DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE

AVENANT DU 8 JANVIER 2018
PORTANT RECTIFICATION DE L'ACCORD DU 15 MAI 2017 RELATIF À LA CRÉATION
DE LA CPPNI
NOR : ASET1850315M
IDCC : 2098

Entre :
ANCR ;
FIGEC ;
SIST ;
SNPA ;
SORAP ;
SP2C ;
SYNAPHE,

D'une part, et
FNECS CFE-CGC ;
CSFV CFTC ;
FEC FO ;
F3C CFDT ;
Solidaires,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les signataires du présent avenant rappellent qu'a été conclu, le 15 mai 2017, un accord portant création de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la branche des prestataires de services.

Depuis sa signature, les organisations syndicales et patronales représentatives ont été identifiées au titre d'un nouveau cycle électoral au travers des arrêtés ministériels des 3 et 5 octobre 2017.

Les partenaires sociaux ont ainsi souhaité rectifier l'accord initial concernant la nouvelle représentativité syndicale et patronale de la branche en actualisant en conséquence l'annuaire des organisations représentatives dans la branche.

Article 1^{er}

Annuaire actualisé des organisations représentatives dans la branche

Au regard des arrêtés ministériels susvisés, l'annuaire des organisations représentatives dans la branche à date de signature du présent avenant est le suivant :

ANNUAIRE DES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES	
Organisations patronales	Organisations syndicales
ANCR 31, rue d'Alleray, 75015 Paris	CFDT-F3C 47, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris
FIGEC 55, place Nelson-Mandela, 92000 Nanterre	CFE-CGC FNECS 9, rue de Rocroy, 75010 Paris
SIST 75, avenue Parmentier, 75011 Paris	CFTC-CSFV 34, quai de la Loire, 75019 Paris
SNPA 144, boulevard Pereire, 75017 Paris	CGT-FSE 263, rue de Paris, case 421, 93514 Montreuil
SORAP 171 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine	FEC FO services 54, rue d'Hauteville, 75010 Paris
SP2C 33, rue Galilée, 75116 Paris	SUD solidaire 25-27, rue des Envierges, 75020 Paris
SYNAPHE 75, avenue Parmentier, 75011 Paris	

L'accord du 15 mai 2017 est modifié en conséquence.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant rectificatif, entre en vigueur à compter de sa date de signature, sous réserve de la mise en œuvre éventuelle du droit d'opposition.

Cet avenant rectificatif est indivisible de l'accord du 15 mai 2017 qu'il rectifie.

Article 3

Dispositions finales

Article 3.1

Durée du présent avenant rectificatif

À l'instar de l'accord du 15 mai 2017 qu'il rectifie, le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3.2

Conditions de suivi et revoyure

Il est rappelé que l'accord du 15 mai 2017 a créé une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

Cette dernière est chargée, conformément à l'article L. 2232-5-2 du code du travail, de négocier et de conclure les conventions et accords de branche susceptibles de donner lieu à une extension ministérielle.

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir dans les 6 mois de la signature du présent avenant en vue, notamment et en cas de besoin, de formaliser une nouvelle annexe méthodologique de négociation d'accords d'entreprise ou d'établissement dans les TPE et PME.

Article 3.3

Révision et dénonciation

Le présent avenant rectificatif pourra faire l'objet d'une révision, conformément aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail, à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires, sous réserve qu'une demande motivée soit transmise à chacune d'elles.

Cet avenant pourra être dénoncé par l'une des parties signataires, moyennant le respect des conditions prévues dans l'article 5.2 de l'accord du 15 mai 2017 auquel il s'incorpore.

Article 3.4

Dépôt et demande d'extension

Bien que l'extension du présent avenant soit indépendante de son entrée en vigueur, il est précisé que les parties la demanderont auprès des ministères compétents à l'expiration du délai légal d'opposition dans le respect de l'article L. 2231-6 du code du travail et de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 8 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)